



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 03 Avril 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances: le président de la République ordonne la concrétisation du projet de numérisation dans le secteur dans un délai maximal de 6 mois

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé dimanche une réunion du Conseil des ministres lors de laquelle il a donné des instructions à l'effet de concrétiser le projet de numérisation des Domaines, des Impôts et des Douanes, dans un délai de six (6) mois au maximum, et ce à titre de première phase avant la numérisation globale, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

"Le président de la République a enjoint aux ministres des Finances et de la Numérisation de concrétiser le projet de numérisation dans les secteurs précités, dans un délai de six (6) mois au maximum, et ce à titre de première phase avant la numérisation globale", lit-on dans le communiqué.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le président de la République ordonne l'accélération du processus d'ouverture du capital des banques publiques

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé dimanche une réunion du Conseil des ministres lors de laquelle il a ordonné d'accélérer le processus d'ouverture du

capital des banques publiques suivant une méthode scientifique et savamment étudiée qui encourage le changement de l'ancien mode de gouvernance, reposant actuellement sur l'administration au lieu de l'efficacité économique, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.



Projet de loi monétaire et bancaire : Des réformes pour stimuler le financement économique



Le texte de projet de loi monétaire et bancaire, qui sera présenté, ce lundi, en plénière à l'APN, comporte plusieurs mesures structurantes de nature à donner une forte impulsion au processus de réforme du secteur financier et bancaire.

En effet, le projet d'amendement introduit de nombreuses nouveautés à même de stimuler le financement de l'économie, de renforcer la gouvernance des institutions bancaires et établissements financiers et d'élargir les prérogatives du Conseil de la monnaie et du crédit et de la commission bancaire et renforcer leur composante.



Ouverture du capital des banques : Une nécessité vitale pour l'économie

Annoncée en 2021 lors de la Conférence nationale sur la relance industrielle, l'ouverture du capital des banques publiques ne s'est, à ce jour, pas réalisée. Cette question est revenue sur le devant de la scène, dimanche, en Conseil des ministres, où le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'était enquis de l'état d'avancement du dossier.

L'idée de procéder à une ouverture de capital des banques remonte à 2015. Huit entreprises publiques, dont le CPA, devaient être alors introduites en Bourse. Ce projet n'a pas vu le jour, mais l'actuel Exécutif a annoncé sa relance à travers la privatisation via la Bourse d'une partie du capital de deux banques publiques.



Marché des sukuk : Le cadre juridique bientôt défini

En vue de développer la finance islamique en Algérie, un cadre juridique et réglementaire régissant le marché des sukuk (obligations islamiques) sera bientôt mis en place, à la faveur de la prochaine révision de la loi sur la monnaie et le crédit.



Stabilisation du marché pétrolier : Ryad, Alger, KoweïT, Abou décident une réduction de leur production

Plusieurs pays producteurs de pétrole, membres de l'Opep+, ont annoncé, hier, la réduction volontaire de leur production à partir de mai prochain jusqu'à la fin de l'année en cours, une mesure «préventive», dont l'objectif est de «stabiliser le marché». À cet effet, «l'Algérie a annoncé une réduction volontaire de son quota de production de pétrole de 48.000 barils/jour, à partir de mai prochain et jusqu'à la fin de l'année en cours, en coordination avec certains pays membres de l'OPEP et non-Opep», a indiqué un communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines, ajoutant que «cette réduction volontaire est une mesure préventive qui s'ajoute à la réduction de la production convenue lors de la 33e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP du 5 octobre 2022».

Vers plus d'épargne

Les perspectives à court terme de l'économie algérienne ont enregistré une sensible amélioration, en raison notamment de la hausse des prix des hydrocarbures et des efforts de diversification économique. Ainsi, en 2022, le solde des transactions courantes de la balance des paiements devrait afficher son premier excédent depuis 2013, selon le FMI. Une hausse significative des exportations hors hydrocarbures a également contribué à cette amélioration. La reprise économique suite au choc de la pandémie se poursuit.

La croissance du PIB hors hydrocarbures devrait s'accélérer pour atteindre 3,2% en 2022, contre 2,1% en 2021. En 2023, la croissance devrait s'accélérer et l'inflation devrait ralentir, sur fond d'assouplissement de la politique budgétaire.



Conseil des ministres / Ouverture du capital des banques

Un gros dossier pour l'Exécutif

Le chef de l'État a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen d'un projet de loi qui comporte des dispositions particulières pour l'obtention de la pension alimentaire et plusieurs exposés relatifs au secteur des finances, dont la numérisation des services des biens de l'État, des impôts et des douanes, ainsi que l'état d'avancement du dossier lié à l'ouverture du capital des banques publiques. Nous y reviendrons.



Face aux transformations économiques

L'administration doit-elle changer d'optique?

Les institutions nationales sont appelées à jouer des rôles clés dans les étapes actuelles et celles à venir.

Faut-il auditer l'administration publique algérienne? Et pourquoi doit-on procéder à une telle opération d'envergure? À quels résultats faut-il s'attendre? En fait, les réponses à ces questions sont à chercher dans l'état actuel de l'administration publique, dans le sillage des transformations structurelles multiples en cours dans le pays.



[La mamelle de l'oligarchie](#)

Annoncé depuis l'année 2020, le dossier de l'ouverture du capital des banques publiques a été relancé, hier, par le président de la République lors de la réunion du Conseil des ministres. La première interrogation qui vient à l'esprit d'un simple citoyen, non versé dans les questions de la finance est: quel intérêt et quel profit tirera l'État algérien de cette opération? Question basique certes, mais elle est aussi pragmatique.



[Trois ans de réalisations dans tous les domaines](#)

[Le marathon de la nouvelle Algérie](#)

Le rapprochement avec les Brics est une idée du Président qui en a fait une carte gagnante pour donner de la perspective au pays.

La numérisation est un combat à mener et le président de la République a promis d'en faire son principal cheval de bataille, jusqu'à finalisation du dossier. En abordant pour la énième fois le sujet lors du Conseil des ministres d'hier, Abdelmadjid Tebboune donne un signal clair à l'opinion nationale sur sa volonté d'aller jusqu'au bout du projet. Il n'est donc pas question de fléchir, de laisser faire la partie laxiste de l'administration qui, à dessein ou inconsciemment, apporte de l'eau au moulin des contradicteurs de la démarche présidentielle, nourrit la bête bureaucratique et permet à la corruption de demeurer un acteur, parfois incontournable, de l'échiquier politico-administratif.



[1600 projets depuis novembre 2022](#)

[Forte hausse des investissements](#)

Ils devraient créer près de 42 000 emplois

Le nombre des projets d'investissement enregistrés depuis novembre dernier au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (Aapi) s'est élevé à plus de 1.600 projets, d'une valeur totale dépassant les 553 milliards de DA, a indiqué le directeur général de l'agence, Omar Rekkache.

Durant la période du 1er novembre 2022 au 23 mars dernier, l'Aapi a enregistré 1605 projets d'investissement, devant créer 41 765 emplois, a-t-il déclaré à la presse.



[Des dossiers importants au menu du du Conseil des ministres](#)

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, ce dimanche, une réunion du Conseil des ministres.

Selon un communiqué de la Présidence posté sur Facebook, cette réunion est dédiée à l'étude d'un projet de loi qui comporte des dispositions particulières pour l'obtention de la pension alimentaire et plusieurs exposés relatifs au secteur des finances, dont la numérisation des services des biens de l'Etat, des Impôts et des Douanes, ainsi que l'état d'avancement du dossier lié à l'ouverture du capital des banques publiques.



[Conseil des ministres : Le président Tebboune ordonne la numérisation des secteurs de douanes, des impôts et des domaines](#)

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné ce dimanche en Conseil des ministres la numérisation des services des impôts, des douanes et des domaines dans un délai de six (6) mois.

Il a dans ce sens, enjoint aux ministres des Finances et de la Numérisation de concrétiser le projet de numérisation dans les secteurs précités, dans un délai de 6 mois au maximum, et ce à titre de première phase avant la numérisation globale.



[Dr. Bessaha, économiste à propos du nouvel ordre mondial : L'Algérie devra adopter une stratégie à long terme](#)

«Le monde est en pleine compétition stratégique pour façonner un nouvel ordre international alors que des défis communs qui affectent les gens partout dans le monde exigent une coopération mondiale accrue », constate Dr. Abdelrahmi Bessaha, expert international. Pour faire face à cette nouvelle mutation qui se profile à l'horizon, l'Algérie devra «acquérir un poids international et politique en se donnant un poids économique et une aptitude à entretenir

des relations avec plusieurs puissances mondiales pour optimiser l'influence diplomatique du pays ».

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Finances : de nouvelles mesures pour accélérer la numérisation du secteur

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd a affirmé, mercredi à Alger, que l'année en cours verra la prise de nouvelles mesures pour promouvoir et accélérer la numérisation du secteur des finances qui constitue une priorité pour les pouvoirs publics.

Répondant aux interventions des membres du Conseil de la nation lors d'une séance plénière consacrée au débat du texte de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2020, présidée par Salah Goudjil, président du Conseil, Faïd a précisé que la numérisation du secteur, notamment l'Administration des domaines de l'Etat et la Direction générale des impôts, constitue une "priorité" pour le ministère des Finances, soulignant que son secteur "a mobilisé tous les moyens matériels et humains pour concrétiser cet objectif".

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Relance économique et sociale La mobilisation est la garantie première de tout succès

Le niveau de vie élevé auquel aspire la société algérienne est une relation directe avec les efforts à déployer pour améliorer la production nationale, maîtriser le phénomène de la croissance démographique et rationaliser l'utilisation des ressources tant humaines que matérielles. Dans ce cadre, l'organisation et la restructuration des secteurs de production vise la compréhension exacte du contenu de la relance économique et sociale et qui est à présent parmi les préoccupations majeures du pays.

Pour s'y faire, il revenait d'opter pour la décentralisation de la décision économique en réduisant le chevauchement des responsabilités et, autant que peut, en déplaçant la planification vers les collectivités territoriales à qui il a été offert de nouvelles prérogatives à travers les walis dans l'objectif de l'amélioration de la vie locale en lien avec le développement d'un esprit d'émulation entre tous les acteurs du pouvoir local sous le chapiteau d'une mobilisation qui est la garantie première de tout succès.



مجلس الوزراء: 6 أشهر لرقمنة أملاك الدولة والضرائب والجمارك

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون في اجتماع لمجلس الوزراء يوم الأحد، بتجسيد مشروع رقمنة قطاعات أملاك الدولة والضرائب والجمارك، في غضون 6 أشهر على أقصى تقدير.

وحسب ما جاء في بيان الاجتماع، فقد اعتبر الرئيس تبون أن "الهدف من الرقمنة، ليس تحديث وعصرنة المعاملات الإدارية، التي تعتبر تحصيل حاصل في هذا المجال."



الصين والبرازيل يتخيلان عنه و"بريكس" تحضر لعملة جديدة هذه ارتدادات تراجع تداول الدولار الأمريكي على الاقتصاد الجزائري

في وقت تتلقى الجزائر عائداتها من التصدير بالدولار الأمريكي، ظهرت مؤشرات حول تقلص تداول العملة الخضراء في العالم، حيث توصلت البرازيل والصين إلى اتفاق يقضي بالتخلي عن التعامل بالدولار في مبادلاتهما التجارية الثنائية، مقابل استخدام عملتيهما المحليتين.

كما تحضر دول كتل "بريكس"، التي أبدت الجزائر رغبتها في الانضمام إليها، لإطلاق عملة جديدة مدعومة بقيم حقيقية مثل الذهب، ستكون منصة لتعاملاتها في تحويل السلع والخدمات مستقبلا، فكيف ستتأثر الجزائر بتداعيات هذه التحولات المتعلقة بالدولار؟



الاستثمارات الجزائرية والأجنبية المسجلة في 150 يوم

حققت الاستثمارات المحلية والأجنبية قفزة هامة خلال الخمسة أشهر الأخيرة - أي بعد صدور قانون الاستثمار الجديد ودخول نصوصه التطبيقية حيز

التنفيذ - حيث أحصت الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار 1605 مشروع مسجل في ظرف أقل من 150 يوما (من 1 نوفمبر 2022 إلى 23 مارس 2023)،

واحتل قطاع الصناعة ريادة المشاريع الجديدة، في حين تم تسجيل 35 مشروعا أجنبيا، بين استثمارات مباشرة أو شركات

لجنة المالية بالبرلمان تدرج تعديلات على مشروع النقد والقرض مجلس المحاسبة لمعاقبة محافظي الحسابات في حال الإخلال بمهامهم

*** لا قروض للمحافظين في هذه الحالة و سقوط السر المهني أمام هذه الجهات**

أدرجت لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، تعديلا على مشروع قانون النقد والصراف، يلزم اللجنة المصرفية، بإخطار المجلس الوطني للمحاسبة بصفته، الهيئة المخولة بتطبيق الإجراءات التأديبية، بأي تقصير من جانب محافظي حسابات البنوك والمؤسسات المالية، موازاة مع تحديد شروط السر المهني بالنسبة لمحافظي الحسابات والمشاركين في التسيير وعمليات الرقابة واستثناء السلطات العمومية المكلفة بتعيين القائمين بإدارة البنوك والمؤسسات المالية، السلطة القضائية والسلطات العمومية الملزمة بتبليغ المعلومات إلى المؤسسات الدولية المؤهلة، خاصة في إطار محاربة الرشوة وتبييض الأموال وتمويل الإرهاب.

مشروع تعديل قانون النقد والصراف أمام النواب اليوم لأول مرة.. عملة رقمية وتقنين الصيرفة الإسلامية وسيولة استعجالية

يعرض وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم، مشروع تعديل قانون النقد والصراف، على البرلمان، والرامي إلى إعادة هيكلة القطاع المصرفي وتشجيع الاقتصاد والاستثمار الأجنبي، مع تسهيل حركة رؤوس الأموال، من خلال حزمة إصلاحات تهدف إلى تعزيز حوكمة وصلاحيات كل من بنك الجزائر ومجلس النقد والقرض واللجنة المصرفية والبنوك والمؤسسات المالية، مع إصدار عملة رقمية والترخيص لإنشاء بنوك رقمية واستثمارية، ضمن خطوة لعصرنة وتكييف ممارسات البنوك المركزية والمؤسسات الرقابية على المستوى الدولي.

نحو تأسيس بنك معلومات جزائري

أكد رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، أن “الهدف من رقمنة مصالح أملاك الدولة والضرائب والجمارك. ليس تحديث وعصرنة المعاملات الإدارية التي بل قضية أمن قومي وخدمة لمصالح المواطن، على رأسها التحديد الدقيق لأملاك الدولة وأملاك الأفراد”.



أوامر الرئيس تبون بشأن فتح أسمال البنوك العمومية

أسدى رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، تعليمات بشأن ملف فتح أسمال البنوك العمومية. شدد الرئيس تبون في اجتماع مجلس الوزراء ، اليوم الاحد، على مبدأ الشفافية لمباشرة الإصلاح المالي ومسايرة التحولات العالمية في هذا القطاع، الذي يعد ركيزة الاقتصاد الوطني.



أوامر بتأسيس بنك معلوماتي.. و6 أشهر أمام وزارة المالية لرقمنة الجمارك والضرائب وأملاك الدولة

شدد رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، على أن رقمنة أملاك الدولة والجمارك والضرائب هي قضية أمن قومي وخدمة لمصالح المواطن.

كما أكد رئيس الجمهورية خلال اجتماع الوزراء، أن الهدف من الرقمنة هو التحديد الدقيق لأملاك الدولة وأملاك الأفراد.



فتح رأس مال البنوك.. رئيس الجمهورية يأمر بتسريع العملية

أصدر، رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، تعليمات بتسريع مسار فتح رأس مال البنوك العمومية بطريقة علمية ومدروسة بدقة.

كما شدد، الرئيس تبون، اليوم الأحد، على أن تحفز العملية على تغيير نمط التسيير القديم.



المجلس الشعبي الوطني: تقديم ومناقشة 3 مشاريع قوانين بداية من اليوم

يستأنف المجلس الشعبي الوطني أشغاله اليوم الإثنين في جلسات عامة تنطلق على الساعة العاشرة صباحا. وتخصص لتقديم ومناقشة ثلاثة مشاريع قوانين ثم التصويت عليها.

حسب ما أفاد به بيان للمجلس، ستخصص جلسة اليوم الاثنين لتقديم ومناقشة مشروع القانون النقدي والمصرفي. فيما ستخصص أشغال جلستي يومي الثلاثاء والأربعاء لتقديم ومناقشة مشروع القانون المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي.



نحو تأسيس بنك معلومات جزائري

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون ، اليوم الأحد ، بتأسيس بنك معلومات جزائري بشكل فوري ومستعجل ، وذلك خلال اجتماع مجلس الوزراء.

NUMÉRISATION

Tebboune donne 6 mois au gouvernement

Le Président Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen d'un projet de loi qui comporte des dispositions particulières pour l'obtention de la pension alimentaire et plusieurs exposés relatifs au secteur des finances dont la numérisation des services des biens de l'Etat, des Impôts et des Douanes. Il a été question en outre de l'état d'avancement du dossier lié à l'ouverture du capital des banques publiques.

Concernant le secteur des finances, le chef de l'Etat appelé à la mise en place, dans l'immédiat et en urgence, d'une banque de données afin de faciliter aux différents services de l'Etat, l'exercice de leurs fonctions et l'accomplissement de leurs devoirs envers leurs administrés de la manière la plus efficace. Les ministres des Finances et de la Numérisation ont un délai de 6 mois pour mettre en œuvre le projet de numérisation dans lesdits secteurs. Cela comme première étape avant une numérisation complète. Pour atteindre cet objectif vital pour l'Etat, le président Tebboune a préconisé de s'appuyer sur les meilleurs experts, compétences nationales et bureaux d'études. Y compris étrangers.

Concernant l'état d'avancement du dossier d'ouverture du capital des banques publiques, le président a insisté sur le principe de transparence afin d'engager la réforme financière et d'accompagner les transformations de ce secteur qui est le pilier de l'économie nationale. Il a plaidé par ailleurs en faveur de l'accélération du processus d'ouverture du capital des banques publiques d'une manière scientifique et soigneusement étudiée. Nous y reviendrons dans notre édition de demain.

A. Z.

LE TEXTE S'INSCRIT DANS LE PROCESSUS DES RÉFORMES FINANCIÈRES

La loi sur la monnaie et le crédit en débat aujourd'hui à l'APN

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprend aujourd'hui ses travaux en séance plénière. Au programme de cette première séance, figure la présentation du projet de loi relatif à la monnaie et au crédit qui sera suivie par deux autres séances demain et après demain sur les projets de loi relatifs aux règles de la comptabilité publique et de la gestion financière.

Le projet de loi portant loi monétaire et bancaire s'inscrit dans le cadre du processus de réformes socioéconomiques et financières déjà engagées par les pouvoirs publics.

Il vise essentiellement, selon le texte dont nous disposons une copie, à mettre en place un dispositif légal et réglementaire de manière à répondre aux profondes mutations économiques et financières, aux défis techniques et technologiques et permettre l'ouverture à de nouveaux acteurs. Le texte de 167 articles prévoit globalement

Le renforcement de la gouvernance de la Banque d'Algérie, du Conseil de la monnaie et du crédit, de la Commission bancaire et celle des banques et des établissements financiers.

Il est proposé ainsi la réintroduction du mandat

du gouverneur et des vice-gouverneurs et un réaménagement de la composante du Conseil d'administration de la Banque d'Algérie et du Conseil de la monnaie et du crédit.

Le Conseil de la monnaie et du crédit est également investi de nouvelles prérogatives qui lui permettront d'accompagner les mutations de l'environnement bancaire. Il étend ses prérogatives en matière d'agrèments aux banques d'affaires, banques digitales, prestataires de services de paiement et aux intermédiaires indépendants de courtage et autorise l'ouverture de bureaux de change.

La Commission bancaire est de son côté érigée en autorité de supervision. «Il est proposé à ce qu'elle soit la seule habilitée à se prononcer sur tout manquement, par les banques et les établissements financiers, en matière d'exposition aux risques, notamment le risque de crédit, l'objectif étant de stimuler le financement de l'économie», indique le projet de loi.

Dans ce cadre, les banques et établissements financiers sont tenus de mettre en place des règles internes de gouvernance solides définissant, no-

tamment, les pouvoirs et les responsabilités de l'organe délibérant et de l'organe exécutif.

Il est par ailleurs proposé qu'un règlement du Conseil de la monnaie et du crédit précise les conditions et règles détaillées encadrant les financements pouvant être consentis aux parties liées à la banque ou à l'établissement financier. Aussi, un comité de stabilité financière, chargé de la surveillance macro-prudentielle et la gestion des crises est suggéré.

La digitalisation des paiements est par ailleurs prévue par l'introduction d'une forme digitale de la monnaie fiduciaire (monnaie digitale de banque centrale), développée, émise, gérée et contrôlée par la Banque d'Algérie, dénommée «Dinar Algérien Digital». Ce sera une manière d'appuyer la forme matérielle de la monnaie fiduciaire.

Par ailleurs, la mission de la Banque d'Algérie en matière de sécurité et surveillance des systèmes de paiement a été étendue aux systèmes de compensation, de règlement et de livraison des instruments financiers.

S. I.

DÉDOUANEMENT DES VÉHICULES DE MOINS DE 3 ANS

Ce qu'il faut savoir

- Concernant le mode de calcul de la TVA applicable à ces véhicules, la base de données des Douanes contient des références, prenant en considération l'année de la mise en circulation du véhicule.

La Direction générale des Douanes fixe les modalités d'évaluation des droits exigibles pour le dédouanement des véhicules de tourisme et utilitaires de moins de trois ans. Dans un document élaboré et rendu public il y a quelques jours, elle détaille les dispositions prises pour une évaluation effective des taxes et droits devant être payés par l'acquéreur de ce genre de voitures. «Les droits de douane sont déterminés sur la base de la valeur réelle, autrement dit le prix effectivement payé lors de l'acquisition du véhicule», soulignent les Douanes, notant qu'elles peuvent effectuer leur «propre évaluation en recourant à des bases de données d'évaluation, à l'image de la cote de référence des véhicules d'occasion Argus». Selon le document, les services de contrôle douanier recourent à une évaluation de la valeur du véhicule concerné dans «le cas où ils constateraient une différence entre la valeur déclarée et celle figurant dans la base de données concernée». «Et ce, après avoir demandé à l'importateur de présenter tous les justificatifs écrits pour prouver que la valeur déclarée correspond au montant payé pour l'acquisition du véhicule de moins de 3 ans», lit-on dans le document. Selon la même source, dans le cas où l'importateur ne présente pas de justificatifs complémentaires ou ne fournit pas de réponse, les services des Douanes contesteront la valeur déclarée. Ils recourront à d'autres outils d'évaluation, soit par comparaison, c'est-à-dire en comparant le prix du véhicule avec ceux d'autres voitures possédant les mêmes spécificités, soit en consultant la base de données



Dans beaucoup de cas, les voitures d'occasion sont aussi coûteuses que les voitures neuves

Argus. «Dans tous les cas, les services des Douanes doivent notifier par écrit l'importateur du véhicule de moins de 3 ans de la décision finale de la suspicion de la valeur d'achat déclarée du véhicule et les raisons de cette suspicion», précise le texte.

LE MODE DE CALCUL DÉFINI

Concernant le mode de calcul de la TVA applicable à ces véhicules, la base de données des Douanes contient des références, prenant en considération l'année de la mise en circulation du véhicule. Ainsi, pour une voiture mise en circulation en 2021 et ayant, à titre d'exemple, un prix de référence de 20 000 euros, ce dernier sera déduit de 20% de la TVA. De ce fait pour calculer le prix de référence, il est multiplié par un

coefficient (0,833), ce qui donnera la somme de 16 660 euros auxquels on ajoute les frais de port (par exemple de 300 euros). De ce fait, la valeur de référence qui servira de base pour déterminer le montant de la taxe douanière à payer en Algérie sera de 16 960 euros. Mais si l'année de la valeur de référence figurant sur la base de données n'est pas équivalente à celle de la mise en circulation du véhicule, l'évaluation s'effectue après déduction du prix de référence, issu de la base de données de l'année la plus proche de la mise en circulation de la voiture avec l'application d'une réduction de la TVA étrangère et en additionnant les frais de port. Le document des Douanes note également la réduction de 80% pour les véhicules électriques

de moins de 3 ans. «Lors du paiement des droits de douanes, une réduction de 80% des taxes douanières est accordée pour les véhicules électriques. Un abattement de 50% est accordé pour le dédouanement des véhicules à moteur à piston à allumage commandé essence ou hybride (essence/électrique), dont la capacité du cylindre est inférieure ou égale à 1800 cm³», précise le document.

Cependant, la réduction «n'est que de 20%» pour le dédouanement des véhicules de moins de 3 ans à moteur à piston à allumage commandé essence ou hybride (essence/électrique), dont la capacité du cylindre est supérieure à 1800 cm³. **M. M.**

VÉHICULES IMPORTÉS DE MOINS DE 3 ANS

Nouvelles précisions sur le dédouanement

LES SERVICES de Douanes ont publié les procédures de dédouanement pour l'acquisition des véhicules de moins de trois ans. Dans une circulaire, les services des Douanes sont revenus sur les conditions d'importation de voitures d'occasion, les procédures douanières, le calcul du prix mais aussi la fiscalité applicable. Beaucoup d'algériens intéressés par l'acquisition des véhicules de moins de trois ans s'interrogent sur les procédures de dédouanement.

C'est surtout la base de calcul du prix qui pose problème. C'est dans ce sens que les Douanes algériennes éclaircissent les choses.

Dans une note adressée aux différentes directions, datée du 23 mars dernier, la direction générale des Douanes algériennes, a donné des explications relatives aux opérations de dédouanements de ces types de véhicules importés de moins de trois ans. L'estimation de la valeur en

douane des véhicules se base sur la valeur transactionnelle. «La valeur en douane à prendre en considération est la valeur transactionnelle, soit le prix réellement payé pour la vente d'un véhicule (figurant sur la facture, contrat ou tout autre document équivalent)», a-t-on indiqué, précisant qu'«en cas de contestation de la valeur transactionnelle, l'administration des douanes peut recourir à l'utilisation des bases de données en matière de valeur en douane».

Dans le cas d'une différence importante entre la valeur déclarée par l'importateur et celle figurant sur la base de données de l'administration des douanes, l'importateur sera appelé à présenter des justifications écrites supplémentaires ou documents probants attestant la véracité de la valeur déclarée, à m'instar d'un document du vendeur, vente promotionnelle... «A défaut de présentation des justificatifs demandés, les services des douanes est

tenu de rejeter la valeur déclarée et procéder à l'utilisation des autres méthodes d'évaluation», a-t-on précisé. Les services des Douanes peuvent aussi recourir à l'utilisation des méthodes comparatives d'évaluation, a-t-on indiqué. La fiscalité applicable a été aussi déterminée dans ladite circulaire.

Pour les véhicules électriques, il est prévu un abattement de 80 % du taux cumulé des droits et taxes dus. Pour les véhicules à moteur essence ou hybride (essence et électrique), on distingue deux cas.

Il s'agit d'un véhicule dont la capacité est inférieure ou égale à 1800 cm³ : abattement de 50 % du taux cumulé des droits et taxes dus, et d'un véhicule dont la capacité est supérieure à 1800 cm³ : abattement de 20 % du taux cumulé des droits et taxes dus. Les personnes et véhicules concernés, ainsi que les conditions d'importation ont été aussi évoqués dans cette circulaire.

Hamid B.

CONSEIL DES MINISTRES

Tebboune ordonne d'augmenter l'allocation des familles démunies

Les modalités d'octroi des pensions alimentaires après un divorce seront revues une fois le texte réglementaire révisé. Le fonds des pensions restera sous l'égide du ministère de la Justice. C'est ce qui a été décidé, hier dimanche, en conseil des ministres au cours duquel il a également été question de revoir à la hausse la prime de solidarité, d'accélérer le processus de numérisation, de gestion du foncier destiné à l'investissement et de déploiement des banques algériennes à l'étranger.

Nawal Imés - Alger (Le Soir) - Plusieurs dossiers à l'ordre du jour du conseil des ministres. La gestion du fonds des pensions alimentaires en a fait partie, puisque le texte régissant les modalités de leur octroi, après un divorce, sera révisé. Il restera néanmoins sous la tutelle du ministère de la Justice avec, au niveau local, une gestion toujours dépendant de ce même ministère. Autre décision prise : l'augmentation de l'allocation de solidarité actuellement de l'ordre de 3 000 dinars. Le montant révisé n'a cependant pas été précisé. La numérisation a également figuré parmi les dossiers examinés. Le ministre des finances et celle de la numérisation sont sommés de concrétiser le projet de numérisation dans les secteurs des impôts, des domaines et des douanes, dans un délai maximum de 6 mois, comme première phase avant la numérisation globale. Pour atteindre cet objectif, ils devront faire appel aux compétences nationales et à des bureaux d'études internationaux. À l'occasion, Tebboune

a rappelé que l'objectif de la numérisation relevait de la sécurité nationale. Pour réaliser ce projet, le chef de l'État a donné des instructions pour la mise en place par le ministère des Finances, en urgence, d'une banque de données algérienne pour faciliter aux différents services de l'État, l'exercice de leurs fonctions et l'accomplissement de leurs devoirs. Autre dossier à l'ordre du jour, les modalités d'octroi du foncier relevant du domaine privé de l'État destiné à l'investissement, avec l'élaboration prévue de trois projets de décrets présidentiels régissant la répartition du foncier économique, touristique et urbain. Tebboune a mis l'accent sur la nécessité de faire la distinction entre les investissements économiques, touristiques et urbains, gérés par les agences foncières, afin de consacrer la transparence et d'atteindre l'efficacité économique. Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville devra, quant à lui, présenter un exposé sur les perspectives de la nouvelle ville de Bougezeoul,

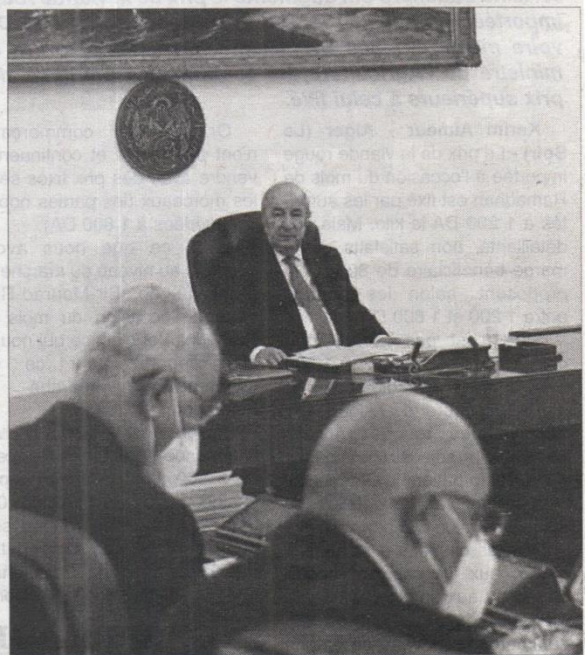


Photo: DR

afin d'entamer son urbanisation et son exploitation optimale, surtout que le projet est « resté sans âme depuis son lancement il y a des décennies » note le communiqué sanctionnant la réunion du conseil des ministres. Ce dernier s'est penché sur l'état d'avancement du processus d'ouverture du capital des banques publiques. La transparence, a affirmé Tebboune, devra être le maître mot dans la réforme financière devant permettre une plus grande adaptation aux mutations internatio-

nales. L'ouverture du capital des banques publiques devra se faire de manière savamment étudiée pour sortir de l'ancien mode de gouvernance, essentiellement axé sur la gestion administrative pour passer à une vision économique. Même recommandations pour l'ouverture des banques algériennes à l'étranger, mais également pour le lancement de la banque de l'habitat, en réduisant les délais devant permettre sa mise en service.

N. I.

Conseil des ministres

Pension alimentaire et finances au menu

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, ce dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen d'un projet de loi qui comporte des dispositions particulières pour l'obtention de la pension alimentaire et plusieurs exposés re-

latifs au secteur des finances, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen d'un projet de loi qui comporte des dis-

positions particulières pour l'obtention de la pension alimentaire et plusieurs exposés relatifs au secteur des finances, dont la numérisation des services des biens de l'Etat, des Impôts et des Douanes, ainsi que l'état d'avancement du dossier lié à l'ouverture du capital des banques publiques», précise le communiqué.

Q 2

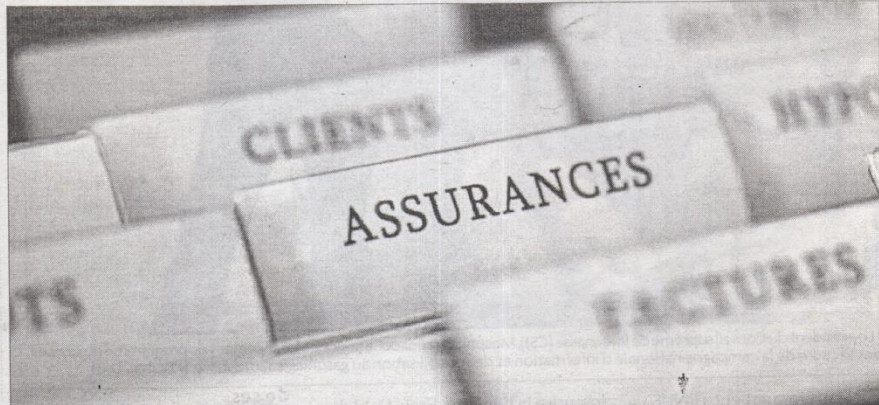
A 5,9% la croissance s'est poursuivie en 2022

Le marché des assurances a réalisé 162,6 milliards de DA de chiffre d'affaires

Le marché des assurances a réussi à maintenir sa croissance en 2022, malgré un contexte macro-économique vulnérable. Au 31 décembre 2022, le secteur des assurances, toutes activités confondues, a réalisé un chiffre d'affaires de 162,6 milliards de DA, enregistrant une hausse de 5,9% par rapport à l'exercice 2021, selon la note de conjoncture pour le dernier trimestre 2022 rédigé par le Conseil national des Assurances (CNA).

Le secteur a profité de la croissance dans l'Assurance de Dommage qui a performé durant cette même période avec une part de 85% du marché algérien des assurances, suivie par les Assurances de Personnes (AP), avec une part de 9,9%. Les assurances IRD qui comprend, également, l'assurance automobile s'accaparent, selon cette note, de « 91% des réalisations de l'activité des Assurances de Dommages ». L'assurance Takaful est en pleine croissance avec une production de 48,5 millions de DA, enregistrée en Takaful Général, durant l'exercice 2022.

Selon les données du CNA, la croissance a été de bonne qualité dans le secteur des assurances de Dommage, et ce, malgré le contexte international incertain. La production des assurances de Dommage a enregistré, en 2022, « une progression de 4,7%, atteignant, ainsi, un chiffre d'affaires de 139,6 milliards de DA, soit une production additionnelle d'un montant de 6,2 milliards de DA par rapport à 2021 », a indiqué la même source, expliquant cette croissance par les évolutions constatées au niveau des branches « Automobile » et « les incendies, Accidents et Risques Divers, une assurance connue



■ Le marché national des assurances, notamment l'assurance Automobile, connaîtra certainement un autre rythme de croissance, à la lumière du nouveau contexte de construction automobile en Algérie. (Photo: DR)

sous l'acronyme « IRD », avec des taux respectifs de 4,7% et 3,7% ». Ces dernières s'accaparent 91% des réalisations de l'activité des Assurances de Dommages est engendrée, essentiellement, par les évolutions constatées au niveau des branches « Automobile » et « IRD », avec des taux respectifs de 4,7% et 3,7%. L'assurance des bien contre les risques quotidiens a augmenté depuis les derniers incendies meurtriers qui ont ravagé le pays.

Les sinistres déclarés auprès des compagnies d'assurances, au titre de l'exercice 2022, sont évalués « à 80,2 milliards de DA, pour un total de 1.432.273 dossiers déclarés, dominés à hauteur de 91,2% par l'activité Assurances de Dommages », a détaillé la même source, précisant que « durant l'exercice 2022, les sinistres déclarés ont connu une évolution, en termes de nombre et de montant, à hauteur de 7,1% et 6,2%, respectivement, atteignant un total de 73,2 milliards de DA pour 1.144.706 dossiers déclarés », ajoute le CNA.

La valeur des indemnités s'élève à « 69,9 milliards de DA, pour un total de 1.195.231 dos-

siers réglés, soit des évolutions respectives, en montant et en nombre, de 1,2% et 5%, comparativement à l'exercice 2021 », lit-on dans la note de conjoncture de la CNA estimant le montant des indemnités à pays aux sinistrés « à 103,1 milliards de DA et pour un total de 1.395.766 dossiers. Ils sont en instance de règlement », note-t-il.

Le secteur des Assurances devrait maintenir la même tendance de croissance, notamment, avec le retour de l'importation et de la commercialisation de véhicules après trois ans de blocage. Malgré un contexte économique plutôt mouvant en raison, particulièrement, de l'inflation, la part de production des Assurances Automobile devait aussi grimper. L'assurance Automobile a enregistré, au 31.12.2022, « un chiffre d'affaires de près de 65 milliards de DA, soit une évolution de 4,7% par rapport à la même période de l'exercice 2021, générée, par les « Risques non obligatoires » qui détiennent une part de 80,7% du portefeuille de la branche, et évoluent de 7,7% », explique le même document. La part de production de l'assurance Automobile est es-

timée à « 46,5% du total de la production des Assurances de Dommages », précise-t-il.

Le CNA s'attend à une forte croissance de l'assurance automobile. « Le marché national des assurances, notamment l'assurance Automobile, connaîtra certainement un autre rythme de croissance, à la lumière du nouveau contexte de construction automobile en Algérie », a-t-il indiqué dans une analyse faite sur le dénouement du dossier de l'automobile en Algérie et publié au début du mois de mars écoulé sur son site web.

Le CNA a mis en évidence les progrès réalisés, en peu de temps, par l'assurance islamique, appelée, communément, assurance Takaful, précisant, à ce sujet, que « l'activité Takaful cumule au terme de l'exercice 2022, une production de 48,5 millions de DA, enregistrée en Takaful Général ». Quant aux « acceptations internationales, elles détiennent 4,2% de parts, pour une valeur de 6,8 milliards de DA, à fin 2022, contre 6,7 milliards de DA, à fin 2021, soit une croissance de 2,3% », ajoute la même source.

Samira Takharboucht

■ عبد الحميد
عثماني

الصيرفة الإسلامية.. كلنا معنيون

الإسلامية مثلما تعهدت به الحكومة خلال العام الجاري، وهو ما من شأنه أيضا تحريك بورصة الجزائر العاطلة، إضافة إلى ضرورة تنشيط قطاع التأمين التكافلي الإسلامي بعد البداية الأولية مؤخرا، بالترخيص لشركتين عموميتين، لأن الصيرفة الإسلامية تتفعل في ظل بيئة متناغمة ومتكاملة من النشاطات المالية.

ولا يهوتنا توجيه النواب إلى استغلال فرصة مناقشة مشروع قانون النقد والقرض هذه الأيام لتعزيز موقع الصيرفة الإسلامية ضمن المنظومة البنكية الجزائرية باستدراك النقائص وتكريس المكتسبات.

ومن جهة أخرى، يتعين على البنوك الإسلامية التقدم أكثر نحو النشاط التمويلي الاستثماري على قاعدة المراجعة، عوض الاكتفاء بقروض الاستهلاك، باستهداف القطاعات الاقتصادية ذات الأولوية ضمن برنامج الحكومة وحاجيات التنمية الوطنية.

كما يجب في حق الفاعلين من نخب علمية ودينية وإعلامية، التشجيع الاجتماعي على الانخراط الواسع في دعم الصيرفة الإسلامية، بالأدوار الشرعي، تفعيلا لدورة المال حتى يكون في خدمة الأفراد المعنيين والصالح العام على السواء، فضلا عن المساهمة الجماعية في نجاح مستهدفات الحكومة الجزائرية المرجوة من وراء التجربة البنكية الإسلامية، من أجل توفير موارد مالية بديلة ومدعمة لتمويل الاقتصاد الوطني.

لدعم اقتصادها الوطني، بتأثير قرارات إيديولوجية خاطئة، أغلقت الأبواب أمام الصيرفة الإسلامية في الجزائر دون أي معايير موضوعية على علاقة بمنطق الاقتصاد والإدارة المالية، في وقت كانت شرائح واسعة من الجزائريين تعرب علنا عن رفضها للانخراط في المعاملات التقليدية، لاعتبارات فقهية تخص الفوائد الربوية المحرمة بالإجماع، وهنا تفرض البراهمة الاقتصادية مراعاة ثقافة الجمع ومعتقداتهم، بغض النظر عن الموقف الخاص منها.

اليوم، وبتصحيح السلطات لخطأ سالفها، ها هي الجزائر تحصد تدريجيا النتائج الواعدة لتفعيل الصيرفة الإسلامية، في وقت يتوقع خبراء في الميدان أن تتجاوز عوائدها عتبة 20 مليار دولار في غضون ست سنوات، ولا شك أن المناخ الجديد للاستثمار ومكسب الاستقرار السياسي ببلادنا، فضلا عن الأجندة الاقتصادية التي فرضتها السلطة التنفيذية للمرحلة المقبلة، ستكون لها تأثيرات فاعلة على الدفع أكثر بالقطاع نحو الأمام.

يبقى على الوصاية المالية المنوط بها تطوير القطاع المصرفي استكمال عملها على كافة المستويات الإدارية والتقنية والعلمية، برفع كل الشبهات الفقهية التي يثيرها البعض بحسن نية، أو لأهداف مشبوهة للتشويش على الخيار، وإن كان الأمر لا يتعلق في غالب الأحيان بحقيقة الأحكام الشرعية، بل بضعف التحسيس والتواصل مع الزبائن. كما ينبغي التسريع في إطلاق الصكوك

ما كشف عنه، مؤخرا، مسؤولو البنوك العمومية بشأن حصاد الصيرفة الإسلامية في الجزائر بعد 3 سنوات فقط من اعتمادها هو أمر مشجع للغاية، إذ يبرهن أن القطاع يشق طريقه نحو النمو التدريجي ضمن المنظومة المالية الجزائرية.

وبهذا الصدد، تؤكد تصريحات رسمية من البنك المركزي (إلى نهاية أوت 2022) عن تحصيل مذكرات بقيمة 50 ألف مليار (ما يقارب 4 مليارات دولار)، عبر كل البنوك والشبابيك المفتوحة وطنيا، فضلا عن تسجيل 600 ألف حساب بنكي ضمن صيغة المعاملات الشرعية، مثلما توجد 10 طلبات أخرى على طاولة الدراسة لاعتماد المزيد من النوافذ الإسلامية بنوك عمومية وخاصة.

هذه المؤشرات تثبت أن السلطات العمومية نجحت هذه المرة، ولو نسبيا ومرحليا على الأقل، في استقطاب المواطنين لإدخال أموالهم إلى القنوات البنكية، وهو ما يساهم في امتصاص الكتلة النقدية بالسوق الموازية وينعش البنوك بموارد جديدة تفتح لها أفقا أوسع في تحريك عجلة الاقتصاد وتمويل الاستثمارات، خاصة في ظل الرهانات الجديدة للحكومة بزيادة الإنتاج الوطني في كل القطاعات ورفع الصادرات خارج الجحورقات، الأمر الذي يتطلب تعبئة مالية قوية لتحصيل الموارد الكافية لتشجيع المبادرة الصناعية والفلاحية والخدمية.

بالمقابل، تثبت تلك المعطيات، للأسف الشديد، أن بلادنا ضيّعت لسنوات طويلة فرصة ذهبية

الموافقة على ميزانيات المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري

تتجسد على الميزانية من طرف المراقب بإمضاء المقرر المشترك المتضمن الموافقة على الميزانية ووضع ختم مصالحه على الصفحات التي تتكون منها الميزانية، بعد ذلك يتولى مسؤول المؤسسة إرسال نسخة من المقرر المعني من طرف الجهات المعنية إلى المراقب الميزانياتي.

وشددت وزارة المالية على تسريع إجراءات الموافقة واتخاذ جميع التدابير ذات الصلة، وضمان تنفيذ ميزانيات مؤسسات الصحة التي تمت الموافقة عليها من طرف الوزارة الوصية، وفي حالة إذا كانت الميزانية التي وافقت عليها السلطة الوصية غير تلك المصادق عليها من طرف الهيئة المدوّلة فإنه يتم تنفيذ الميزانية التي وافقت عليها السلطة الوصية على أساس التزام مسؤول المؤسسة بعرض هذه الميزانية على الهيئة المدوّلة، قصد المصادقة عليها وذلك في أقرب الأجل.

■ ع. س

منحت المديرية العامة للميزانية بوزارة المالية، الموافقة على ميزانيات المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري والمؤسسات العمومية المماثلة.

وحددت مذكرة للمديرية العامة للميزانيات، بتاريخ 29 مارس الماضي، اطّلت عليها "الشروق"، كليات الموافقة على ميزانيات المؤسسات الإدارية من طرف المراقبين الميزانياتيين، وأوضحت أنه بمجرد المصادقة على الميزانية من قبل الهيئة المدوّلة، يقوم مسؤول المؤسسة العمومية بإنجاز 5 نسخ من الميزانية، حيث يقوم بإمضاءها ووضع ختم المؤسسة عليها قبل إرسالها إلى المراقب الميزانياتي المعني.

ولاحقا تُرسل الميزانية الممضاة إلى المراقب الميزانياتي مرفقة بمحضر مجلس التوجيه أو مجلس الإدارة، ومشروع مقرر يحرر وفقا لنماذج محددة سلفا من قبل وزارة المالية. وأشارت المذكرة أن الموافقة

أمهل الحكومة ستة أشهر لإنهاء الرقمنة تبون يأمر بمراجعة منحة المعوزين

أمر رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، أمس، بمراجعة منحة التضامن للعائلات المعوزة، ووضع الصندوق الخاص بالنفقة للمطلقات تحت وصاية وزارة العدل (بدلاً من وزارة التضامن)، كما أمهل وزير المالية ووزيرة الرقمنة بتجسيد مشروع الرقمنة في القطاعات الحيوية، في غضون 6 أشهر.

أحمد ح

كما أمهل وزير المالية ووزيرة الرقمنة لتجسيد مشروع الرقمنة في القطاعات المذكورة، في غضون 6 أشهر على أقصى تقدير، كمرحلة أولى قبل الرقمنة الشاملة.

كما أوصى بالاعتماد في تحقيق هذا الهدف الحيوي بالنسبة للدولة، على أحسن الخبراء والكفاءات الوطنية ومكاتب الدراسات، دولياً. وبخصوص تقديم ملف فتح رأسمال البنوك العمومية، شدد تبون على مبدأ الشفافية لمباشرة الإصلاح المالي ومسيرة التحولات العالمية في هذا القطاع الذي يعد ركيزة الاقتصاد الوطني.

كما حرص على تسريع مسار فتح رأس مال البنوك العمومية بطريقة علمية ومدروسة بدقة، تحفز على تغيير نمط التسيير القديم المرتكز حالياً على الإدارة بدل النجاعة الاقتصادية.

وفيما يخص مشروع بنك الإسكان وفتح بنوك جزائرية في الخارج، شدد الرئيس على تسريع عملية فتح البنوك الجزائرية في الخارج، مع استكمال كل الإجراءات، ضمن مقاربة اقتصادية جديدة وفعالة، بالموازاة مع استدراك تأخر إطلاق بنك الإسكان، بتقليص الأجل المقررة لدخوله حيز الخدمة.

أ. ح



رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون

الهدف من الرقمنة ليس تحديث وعصرنة المعاملات الإدارية التي تعتبر تحصيل حاصل في هذا المجال، بل هي قضية أمن قومي وخدمة لمصالح المواطن، على رأسها التحديد الدقيق لأموال الدولة وأموال الأفراد". ولذلك أمر بتأسيس بنك معلومات جزائري، بشكل فوري ومستعجل، من قبل وزارة المالية، يسهل على مختلف مصالح الدولة ممارسة مهامها وأداء واجبها تجاه مواطنيها، بأتمثل وأنجع أسلوب.

التي تسييرها الوكالات العقارية، كلا على حدة، تكريساً للشفافية وتحقيقاً للنجاعة الاقتصادية.

وانتقد الرئيس التأخر في تجسيد المدينة الجديدة لبوغزول، أمراً بالتحضير لعرض من قبل وزير السكن، من أجل الشروع في تعميمها واستغلالها بنجاعة، مشيراً أنها بقيت بلا روح منذ بداية المشروع قبل عقود.

وفيما يتعلق برقمنة مصالح أملاك الدولة والضرائب والجمارك، جدد الرئيس التأكيد أن

● خلال ترؤسه لاجتماع مجلس الوزراء، أمس، أمر الرئيس تبون بمراجعة المنحة الخاصة بالعائلات المعوزة المقدرتها حالياً بـ 3 آلاف دينار، وذلك "مواصلة لمسار صون كرامة مواطنينا على اختلاف فئاتهم، وحماية القدرة الشرائية". وفيما يخص تدابير الحصول على نفقة المطلقات، أمر الرئيس أيضاً بمراجعة مشروع قانون النفقة للمطلقات، بهدف إثرائه أكثر، مسديداً تعليمات ببقاء الصندوق الخاص بالنفقة تحت وصاية وسلطة وزارة العدل، وأيضاً سريان تطبيق تدابير وإجراءات إدارة الصندوق على المستوى المحلي، أيضاً، من اختصاص وزارة العدل.

وحول كيفية منح العقار الاقتصادي التابع للأموال الخاصة للدولة الموجه للمشاريع الاستثمارية، أسدى الرئيس توجيهات للحكومة بالتحضير لمشروع ثلاثة مراسيم رئاسية تنظم توزيع العقار الاقتصادي والسياحي والحضري، شريطة إنشاء وتنظيم وتسيير المناطق الصناعية ضمن رؤية جديدة، مستقطبة للاستثمار، بما فيها الاستثمارات الخاصة، وكذا مراعاة التمييز بين الاستثمارات الاقتصادية والسياحية والحضرية

مشروع قانون النقد والقرض في البرلمان السياسات المالية للدولة تحت مجهر النواب

الوطنية للدفع، والتي تتمثل مهمتها الأساسية في إعداد مشروع الاستراتيجية الوطنية لتطوير وسائل الدفع الكتبية، بهدف تعزيز التعاملات المصرفية وتقوية الشمول المالي.

خدمات الدفع

ويتضمن المشروع الجديد إدخال العملة الرقمية للبنك المركزي التي يطورها بنك الجزائر، ويصدرها، ويسيرها ويراقبها، وإرساء وتأطير الطابع اللامادي في التبادلات مع البنوك والمؤسسات المالية ومقدمي خدمات الدفع، وتوسيع مهمة بنك الجزائر في مجال الأمن ومراقبة أنظمة الدفع لتشمل نظم المقاصة والتسوية وتسليم الأدوات المالية.

وتبعا لإدخال العملية الرقمية، يتيح المشروع في مادته 63 إنشاء بنوك رقمية وهيئات تسمى "مقدمو خدمات الدفع"، يمكن تأسيسها على شكل شركة أسهم أو شركة أسهم مبسطة أو شركة ذات مسؤولية محدودة. ويتيح المشروع أيضا توسيع إمكانية الوصول إلى المعلومات المتعلقة بالقرض من خلال انخراط هيئات القروض الأخرى، غير الخاضعة لإشراف بنك الجزائر، في مركزية المخاطر، وينص الإصلاح الجديد على ملاءمة بعض الأحكام مع تلك المنصوص عليها في قوانين المالية المتعلقة بالقطاع المصرفي، وهي إلغاء القاعدة 49/51 والسهم النوعي (حق تمثيل الدولة في الهيئات الاجتماعية للبنوك ذات رأس المال الخاص)، وكذلك حق الشفعة.

ف. جمال



المتعلق بالصيرفة الإسلامية، والذي يكرس على وجه الخصوص إمكانية اعتماد بنوك ومؤسسات مالية تمارس عمليات متعلقة بالصيرفة الإسلامية حصرا. ويجعل هذا القانون من اللجنة المصرفية السلطة الإشرافية الوحيدة المخولة بالبت في مخالفات أحكام هذا القانون ولوائحه فيما يخص التعرض للمخاطر، لا سيما خطر القرض، وكذا أعمال التسيير المترتبة عنها. ومن أحكامه أيضا أنه لا يمكن الطعن في قرارات اللجنة المصرفية إلا لدى المحكمة الإدارية للاستئناف لمدينة الجزائر، خلال الأجل المحددة لأحكام قانون الإجراءات المدنية والإدارية.

ويعزز التشريع الجديد آليات المتابعة والمراقبة، لا سيما من خلال إنشاء لجان جديدة كلجنة الاستقرار المالي، المكلفة بالمراقبة الاحترازية الكلية وإدارة الأزمات، واللجان

مصادقية أفضل، وتحقيق الاستقرار في التسيير، واستقلالية أكبر لبنك الجزائر في أداء مهامه، وإدخال آليات جديدة للسياسة النقدية، مع إمكانية تكييفها مع خصوصيات العمليات البنكية، لا سيما الصيرفة الإسلامية والتمويل الأخضر، وهي أحكام من شأنها ضمان نجاعة أكبر للسياسة النقدية، وتعزيز انتقالها، وإعادة تنظيم تركيبة كل من مجلس إدارة بنك الجزائر ومجلس النقد والقرض، من خلال توسيع تركيبته وتوسيع صلاحيات مجلس النقد والقرض، ما يمكنه من مرافقة التحولات التي تشهدها البيئة المصرفية، حيث توسع صلاحياته لاعتماد البنوك الاستثمارية، والبنوك الرقمية ومقدمي خدمات الدفع والوسطاء المستقلين، ويرخص بفتح مكاتب الصرف.

الصيرفة الإسلامية

ويتيح المشروع إنشاء إطار قانوني لممارسة النشاط

● جهاز نواب المجلس الشعبي الوطني عشرات التعديلات على مشروع قانون النقد والقرض المطروح للمناقشة اليوم، وفق ما عُلم من مصادر برلمانية. فإضافة إلى أكثر من 40 تعديلا أدخلته اللجنة المالية بالمجلس، وكلها ذات طابع لغوي وأسلوب، يحاول النواب ترك بصمتهم على واحد من أهم التشريعات المنظمة للسياسة والحياة المالية والنقدية في الجزائر.

ويشكل عرض المشروع، إلى جانب اقتراح تعديلات، فرصة للنواب لإعادة طرح قضايا لا تتقدم، مثل محدودية التغطية بالوكالات البنكية، وشفافية تسيير المؤسسات المصرفية والبنكية، ونوعية الخدمات، وإشكالية سوق الصرف وقيمة الدينار ومنحة السفر، وغياب التقرير السنوي لبنك الجزائر الذي طرح بحددة خلال جلسات اللجنة المالية.

وتقول الحكومة إن التشريع الجديد يندرج في إطار الإصلاحات التي بادرت بها السلطات العمومية، وإعادة هيكلة النظام المصرفي والمالي بالجزائر، بهدف التكيف مع آخر المستجدات، والاستجابة بشكل أفضل لمتطلبات الإصلاح الاقتصادي المرجوة. وأشارت إلى أنه يهدف إلى مواكبة تطور البيئة البنكية مع التحول الاقتصادي والمالي والتكنولوجي الذي تعرفه الجزائر، ومواجهة التحديات الحالية.

ويتضمن المشروع إعادة اعتماد نظام العهدة (4 سنوات) لممارسة وظيفة محافظ بنك الجزائر ونواب المحافظ، قابلة للتجديد مرة واحدة، ما من شأنه، حسب واضعي المشروع، إرساء



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger